



Assemblée générale

AG/PAL/1093

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

LES PARTICIPANTS À LA RÉUNION INTERNATIONALE DE MALTE SUR LA QUESTION DE PALESTINE APPELLENT À LA CONCLUSION RAPIDE D'UN ACCORD SUR LE STATUT FINAL

(Adapté de l'anglais)

MALTE, 4 juin -- La Réunion internationale des Nations Unies sur la question de Palestine a conclu hier ses travaux par l'adoption d'un Document final dans lequel les participants soulignent l'importance qu'il y a à appuyer les efforts visant à conclure un accord sur le statut final d'ici à la fin de l'année.

L'élan donné par la Conférence d'Annapolis de novembre dernier, ne doit pas être gaspillé, disent-ils dans un Document final concluant les deux jours de travaux organisés par le Comité sur l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien sur le thème « Faire avancer le processus de paix - Les défis que les parties doivent relever ».

Les négociations actuelles entre Israéliens et Palestiniens, poursuivent les participants dans le Document final, doivent donner lieu à des résultats concrets sur le terrain. Ils précisent que ce qu'ils entendent par « résultats tangibles sur le terrain » doit se manifester à travers la mise en œuvre immédiate de la première phase de la Feuille de route du Quatuor.

Réitérant le caractère illégal, en vertu du droit international, de la présence de colonies de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, les participants appellent Israël à cesser immédiatement de telles activités, y compris les constructions associées à une quelconque « croissance naturelle ».

Ils se disent donc préoccupés par le fait que le Gouvernement israélien ait émis des permis pour la construction de nouveaux logements dans les colonies installées en Cisjordanie. Ils se disent particulièrement préoccupés par l'expansion et la consolidation d'importants blocs coloniaux d'habitations à Jérusalem-Est et aux alentours qui, selon eux, coupent cette partie de la ville du reste de la Cisjordanie et préjugent de l'issue des négociations sur le statut final.

Toujours dans le Document final, les participants se mettent également d'accord sur le fait qu'une solution à la question de Jérusalem, fondée sur le droit international, est absolument essentielle au règlement du conflit israélo-palestinien.

Ils soulignent la nécessité d'une action plus sérieuse de la communauté internationale face au mur de séparation construit dans le Territoire palestinien et au Registre des dommages causés par le mur, établi par les Nations Unies.

Affirmant que la violence compromet le dialogue politique actuel, ils appellent à un cessez-le-feu immédiat. Les négociations, disent-ils, ne devraient pas devenir l'otage des visées extrémistes. Les participants appellent donc à l'unité palestinienne tout en appuyant le Président Mahmoud Abbas dans sa recherche d'une solution viable de deux États vivant côte-à-côte.

Ils expriment leur satisfaction envers le rôle absolument essentiel joué par l'Union européenne et des États européens comme Malte, et encouragent l'Union européenne à jouer un rôle encore plus actif dans les divers aspects du processus de paix. Ils reconnaissent en outre que l'Initiative de paix arabe n'a rien perdu de son importance et de sa pertinence.

Les Palestiniens, a déclaré leur Observateur permanent auprès des Nations Unies, ont désormais la tâche ardue de nettoyer devant leur porte. Assurer des résultats concrets au processus de paix serait le meilleur moyen de les aider, a-t-il souligné. Des mesures telles que le gel des colonies de peuplement, la libération d'un grand nombre de prisonniers, le retrait des centaines de points de contrôle et la levée du siège de Gaza contribueraient à renforcer le dialogue politique interpalestinien.

Si le processus de négociations n'aboutit pas à une solution raisonnable, a poursuivi l'Observateur, la graine des extrémismes ne manquera pas de germer dans la région. « Nous ne pouvons nier l'existence des uns et des autres. Nous devons trouver une solution », a-t-il préconisé.

Les négociations doivent être menées dans un esprit ouvert et sans conditions préalables, et les Européens doivent encourager Israël à changer d'attitude. Nous avons besoin, a conclu l'Observateur, que l'Europe exploite l'occasion qui se présente aujourd'hui, avant qu'elle ne soit perdue, et que les Palestiniens ne soient poussés au bord du précipice.

La Réunion internationale des Nations Unies sur la question de Palestine, qui se tient tous les ans, avait pour but, cette fois-ci, de renforcer l'appui de la communauté internationale à la création d'un climat propice à l'accomplissement de progrès dans les négociations sur le statut final.

* *** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel